

1er Mai 2025

UN SEUL CHEMIN POUR LES TRAVAILLEUSES ET LES TRAVAILLEURS :

LA PAIX ENTRE LES PEUPLES ET LA GUERRE CONTRE LE CAPITAL



Alors que Macron et Van der Leyen poussent avec férocité l'Europe vers la guerre face à la Russie, il est urgent de faire du 1^{er} mai un jour dans la construction d'une mobilisation pour la paix.

Macron le va-t'en guerre

Les atlantistes libéraux en Europe, martèlent leur bellicisme assumé depuis le début de la guerre en Ukraine en février 2022, et accentuent encore leur politique délétère : les dépenses militaires explosent dans le budget en 2025, avec un pic de 244,3 milliards, et l'Europe est particulièrement touchée avec une hausse absolument inédite des budgets des armées. Mark Rutte, le Secrétaire Général de l'OTAN, accueille ces annonces comme « une très bonne nouvelle » et Macron, qui tient un rôle particulier dans cette dynamique, veut que la France, déjà 2^e exportateur mondial d'armes après les États-Unis, soit la grande puissance du nouvel ordre militaire européen. Sous prétexte que les relations avec l'allié impérialiste se sont refroidies, Macron se rêve en chef de guerre tout en excitant les commandés de budgets militaires de l'OTAN. La ficelle est grossière. La loi de Programmation militaire 2024-2030 était déjà en hausse de 40%, avec un budget de 413 milliards d'euros mais désormais, le gouvernement parle de 100 milliards de dépenses par an. Cette posture

va-t'en guerre est assumée. Eric Lombard, le ministre de l'Économie, a déclaré : « Nous ne sommes pas devrions l'être. » C'est dire si cette logique cynique n'est pas près de s'étendre si les travailleurs n'interviennent pas. Des livrets d'épargne militaires vont être proposés dans le cadre de « l'effort de guerre ». Rappelons que la dernière fois que la France a souscrit à des emprunts militaires, c'était en 1939.

La guerre, cette « bombe sociale »

L'économiste Keynes avait théorisé l'économie de guerre comme « le passage de l'abondance à la pénurie ». Or, il est clair que les milliards alloués aux armements seront autant de fonds qui échappent aux dépenses sociales et aux Services publics. « Nous n'aurons pas à la fois du beurre et des armes », comme le disaient les opposants à la guerre du Vietnam en 1969. Les macronistes nous répètent qu'on ne peut pas trouver 6 milliards pour les retraites car il n'y aurait « pas d'argent magique ».

Mais la soudainement, la magie capitaliste fait faillir une manne infinie pour arroser massivement le pays. On ne peut se soustraire aux règles budgétaires de l'UE pour la santé ou l'éducation, mais on le peut pour acheter des missiles ou des avions de chasse. Conformément aux suggestions de Van der Leyen, les dépenses d'armement seront exclues du calcul du déficit public. Le contraste entre cette complaisance et l'austérité budgétaire dans les Services publics est flagrant : les hôpitaux, les écoles, les transports publics sont saturés et dégradés et les libéraux nous incitent à nous y résigner quand ils ne désignent pas les fonctionnaires et les travailleuses et travailleurs en général, comme coupables de cette détérioration. Une tribune est parue le 5 mars dans le *Financial Times*, feuille de chou capitaliste :

« L'Europe doit réduire l'État-Providence pour construire l'état de guerre ! ». Tout est dit et tout est annoncé, de la dégradation des Services publics, à celle des salaires et des conditions de travail. Et il faut, en plus, accepter cela comme une évidence et sans montrer, ou au mieux, en négociant le poids des chaînes ?!

La paix et l'internationalisme

En réalité, les macronistes et leurs alliés en France et en Europe agitent le spectre de la guerre à travers la menace de « chars russes qui vont attaquer Paris », sans nul besoin d'élever ces théories fumeuses dans les médias du capital, totalement complies de cette propagande acharnée. Ils fontent les prétendants « Munichois » et défaristes ou les soi-disant administrateurs de Poutine, pour mieux pratiquer « un bourrage de crâne » qui nous ramène tantôt

à septembre 1938, tantôt à l'été 1914. Anatole France rappelait : « on croit mourir pour la patrie, on meurt pour des industriels ». D'ailleurs, signaux que les entreprises d'armement voient leurs profits exploser. Thales a connu 31% de revalorisation du cours de ses actions depuis le début de l'année, 19% pour Dassault Aviation... Et cet âge d'or des vendeurs d'armes est un signal soigneusement évié par la propagande politique et médiatique. Malgré ces vulgaires tentatives d'embrigadement et ces appels bellicistes permanents, les sondages rappellent que les populations ne veulent pas d'un élargissement du conflit : l'institut Odopax signalait ainsi il y a un mois, que 78 % des Français « ne veulent pas que la France s'implique directement en Ukraine ».

La France participe pleinement aux stratégies impérialistes à l'œuvre, et les objectifs sont clairs : à l'extérieur, mettre la main sur les ressources naturelles (en Ukraine comme à Gaza), et à l'intérieur, soumettre les populations à une casse sans précédent de nos droits (temps de travail, protection sociale, salaires, etc.) et des Services publics.

Face à ces capitalistes dont les profits valent plus que nos vies, nous ne devons compter que sur nous-mêmes. Alors qu'on veut nous faire croire que les armes servent la paix, un comble ! c'est la prise de conscience collective et notre capacité à combattre résolument ce système qui nous permettront de construire la Paix entre les peuples. Luttons simultanément pour nos conquits sociaux, nos salaires et nos conditions de travail, ainsi que contre toute implication des travailleuses et travailleuses dans les guerres impérialistes.

LE 1ER MAI, EXIGEONS :

- Le financement des Services publics dégradés avec les milliards prévus pour l'armée, le financement de la retraite à 60 ans ;
- L'arrêt du génocide à Gaza et la mise en place de sanctions contre le gouvernement d'extrême-droite de Netanyahu ;
- L'arrêt de la livraison d'armes et le retour des soldats français ;
- La sortie de l'OTAN, son démantèlement, et le refus d'une « Europe de la Défense »
- L'exigence d'un respect systématique des résolutions internationales en faveur des droits des peuples

